

Informations sur l'activité : Cahier spécial des charges

Concerne : Mise en place des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC)

Projet : « Appui intégré au pilotage du développement local, à la promotion de sociétés pacifiques et à la sécurité humaine dans la région du Gbêkê »

Titre du poste : Recrutement d'une expertise nationale pour la réalisation d'une étude diagnostique en vue de la mise en place du système AVEC dans la région de GBÊKÊ

Lieu : Côte d'Ivoire

Département : ONU Femmes - Bureau pays de la Côte d'Ivoire

Supervisor Name:

Supervisor Email:

Type de contrat : Prestation de service

Durée : 30 jours

Langues requises : français

Date de démarrage : Immédiat

Yacouba Doumbia

1. Contexte du pays

La Côte d'Ivoire demeure marquée par la persistance de disparités socio-économiques et géographiques majeures en dépit des bonnes performances économiques du pays. L'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM 2018-2019, UEMOA) révèle que les disparités régionales persistent, malgré l'inflexion de la pauvreté observée¹. En effet, selon la Banque Mondiale (2021) la pauvreté est en net recul (passant de 46,3% en 2015 à 39,4% en 2020), mais la baisse observée se limite aux milieux urbains ; le nombre de pauvres ayant augmenté dans les zones rurales sur la même période (+2,4%). Selon le dernier rapport du PNUD (2021/2022) sur le développement humain, le pays se classe au dernier rang des pays à développement humain moyen (soit 159^e sur 189 avec un IDH = 0,550). Le taux de pauvreté multidimensionnel demeure assez élevé (46,1 %).

Pour ce qui concerne les inégalités de genre, la Côte d'Ivoire est classée 155^e sur 189 avec un Indice d'Inégalité de Genre (IIG) de 0,613 et un indice de développement de genre (IDG) de 0,887 (PNUD, 2022)². Ces deux ratios : illustrent toute l'ampleur de la perte de développement humain potentiellement due à l'écart entre les niveaux atteints par les hommes et les femmes principalement dans les dimensions, autonomisation, statut économique (la nature informelle du travail et des activités productives des femmes) et le faible contrôle exercé par les femmes sur les ressources économiques du pays. L'accès des jeunes (principalement des jeunes filles) et des femmes au marché de l'emploi notamment à l'emploi décent reste un enjeu important. Les jeunes, représentant 77% de la population³ sont d'autant plus frappés par cette difficulté d'accès à l'emploi. Les 2/3 des chômeurs ont moins de 30 ans (INS et AFRISTAT. 2019).

Quant aux femmes, elles représentent 47,8% des 29,4 habitants (selon le RGPH 2021) et occupent une part importante dans l'économie nationale : 60% d'entre elles vivent et travaillent dans les zones rurales, où elles représentent 68% de la force de travail. Le taux de participation des femmes au marché du travail⁴⁵ est plus faible : 48,3 % en 2018 contre 66,0 % pour les hommes (PNUD, 2019). Pourtant en Côte d'Ivoire, tout comme dans l'ensemble des pays africains, les femmes jouent de nombreux rôles qui les placent au centre des activités économiques, sociales et politiques de leur pays. Elles disposent d'un potentiel économique considérable, mais leur contribution à l'effort de développement économique et social est inhibée par plusieurs facteurs dont : le faible niveau d'éducation, la difficulté d'accès à des services de base, les préjugés défavorables, etc. La question de l'autonomisation des femmes constitue un des principaux enjeux du développement humain durable en raison de son impact considérable sur le progrès économique et social, le recul durable et significatif des inégalités et de la pauvreté. Au regard de tout ce qui précède, le soutien à l'autonomisation économique des femmes constitue un levier prioritaire pour atteindre les changements souhaités. De plus, la promotion des femmes est un des principaux objectifs du PND 2021-2025⁶ et des programmes économiques et sociaux mis en œuvre par la Côte d'Ivoire avec le soutien de l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

2. Contexte de la zone d'étude

Le « Gbêkê », est l'une des deux régions du district de la Vallée du Bandama, avec une population de 1 352 900 habitants, (RGPH 2021), troisième région peuplée du pays. La

région de Gbêkê, située au centre-nord du pays et à 330 km d'Abidjan, est l'une des trente-une (31) régions que compte le pays. Son Chef-lieu, Bouaké, a été durant une décennie, l'épicentre des crises militaro-politiques de la Côte d'Ivoire.

En effet, depuis la crise post-électorale de 2011, de multiples tensions contribuent à l'affaiblissement des dynamiques sociales au niveau local, entraînant de nombreux conflits intercommunautaires dans plusieurs régions dont celle du Gbêkê, au centre-nord de la Côte d'Ivoire. La ville de Bouaké a été le théâtre de nombreuses tensions entre les populations et les forces de sécurité. D'autres départements de ladite région comme Béoumi en 2019 ont également été secoués par des tensions intercommunautaires. Les récentes élections présidentielles d'octobre 2020, qui a enregistré des violences communautaires, ont montré une vulnérabilité du pays en matière de cohésion sociale. De plus, les relations de bonne coopération et de cohabitation entre les forces de sécurité et les populations se sont finalement effondrées au profit d'un climat de méfiance et de violence.

Dans la région de Gbêkê, la pauvreté monétaire est de 33,12%. Les activités économiques y sont en baisse depuis plusieurs années du fait des nombreux conflits que vit la région. Cette baisse a été également exacerbée par les effets de la pandémie de la COVID comme pour d'autres régions. L'ensemble des facteurs ci-dessus énumérés creusent davantage des inégalités déjà existantes dont sont victimes notamment les femmes et les jeunes (dont les jeunes filles). La plupart de ces femmes qui ont généralement des activités commerciales se retrouvent pour certaines en baisse d'activités et pour d'autres sans aucune activité depuis ces conflits. Dans la localité de Béoumi par exemple, la vente du poisson constitue la 1ère ressource économique des femmes. Avec les conflits communautaires de cette localité, les pêcheurs ont majoritairement quitté la ville entraînant une baisse de cette activité commerciale.

En 2015, l'Équipe pays des Nations unies a joué un rôle de premier plan dans le processus d'appropriation nationale et d'internalisation de la mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire. Sous la Direction du Ministère du Plan et du Développement (MPD), le pays a conduit son processus d'intégration des objectifs du développement durable (ODD) et d'alignement sur les politiques publiques. En conséquence, le PND et les plans sectoriels alignés à 74% sur les objectifs et 40 des 105 objectifs de mise en œuvre ont été considérés comme prioritaires par toutes les parties. À la fin du processus, 11 accélérateurs ont été identifiés et utilisés dans la préparation du programme social du gouvernement (PSGouv).

¹ Les effets de la pandémie de COVID-19 continue d'exacerber la pauvreté en 2021, avec 20,2 % de la population vivant avec moins de 1,90 \$ par jour, contre 18,3 % en 2020

² Programme des Nations Unies pour le développement, 2022, *Le Rapport sur le développement humain 2021/2022 « Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation »*, p30.

³ Ce sont les moins de 35 ans selon les statistiques du Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique.

⁴ Le chômage est plus important chez les femmes (58,6% des chômeurs, sont des femmes) contre 5,9% chez les hommes Selon le sexe, dans la majorité des cas, la sous-utilisation de la main d'œuvre frappe plus les femmes (25,7% contre 16,6% pour les hommes) et pour tous les âges. (Institut National de la Statistique et AFRISTAT. 2019. Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel, 2017: Rapport final. Abidjan, Côte d'Ivoire et Bamako, Mali : INS et AFRISTAT).

⁵ Le ratio emploi-population des personnes de 15 ans et plus est plus élevé pour les hommes que pour les femmes. Le taux d'emplois vulnérables est de 69,5% : Entre hommes et femmes, l'écart est très grand (près de 20 points) et au désavantage des femmes

⁶ L'intégration du genre dans les politiques publiques est adoptée comme stratégie pour lutter contre toute forme d'inégalité et assurer à tous une participation équitable au processus de développement. La prise en compte des questions de genre représente, de ce fait, un enjeu transversal pour l'ensemble des programmes de développement national

ONU Femmes⁷ dans le cadre de son mandat et en partenariat avec le PNUD accompagne le Gouvernement de la Côte-d'Ivoire à mettre en œuvre le plan national Un projet conjoint « Appui intégré au pilotage du développement local, à la promotion de sociétés pacifiques et à la sécurité humaine dans la région du Gbêkê » a été initié à cet effet. Ce projet s'inscrit dans le prolongement des efforts du gouvernement pour créer un vaste programme de "14 pôles de compétitivité et de croissance" afin de rendre la transformation humaine locale résultant de la performance plus inclusive du bilan économique du pays. Son contenu est étroitement aligné aux 11 accélérateurs identifiés et matérialisés dans le PSGouv. Sa mise en œuvre contribuera en particulier à répondre aux défis majeurs identifiés en matière de sécurité humaine et de cohésion dans la région de Gbêkê.

Le projet « Appui intégré au pilotage du développement local, à la promotion de sociétés pacifiques et à la sécurité humaine dans la région du Gbêkê ». Deux objectifs principaux sont visés:

- Développer un mécanisme inclusif et intersectoriel basé sur l'approche de la sécurité humaine pour gérer les connaissances, le dialogue communautaire en faveur de la paix et de la réconciliation dans la région de Gbêkê;
- Améliorer l'accès de la population la plus vulnérable aux services sociaux de base et contribuer efficacement à l'atteinte des ODD et à la sécurité humaine dans la région Gbêkê.

L'une des actions prévues dans le cadre de ce projet est le renforcement du partenariat avec les autorités locales, les ONG et les communautés à la base favorisant une approche inclusive pour accompagner l'autonomisation des femmes du Gbêkê. Il s'agira entre autres de former les autorités locales, les ONG et les communautés sur les droits sociaux économiques des femmes et d'appuyer la mise en place des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) pour accroître l'inclusion financière des femmes. En vue de la réalisation cette activité, il est nécessaire de faire un état des lieux sur les initiatives et pratiques d'épargne-crédit en cours dans les quatre localités ciblées dans la région. Les présents termes de références s'inscrivent dans ce cadre.

3. Objectif de l'étude et résultats attendus

3.1. Objectifs de l'étude

L'objectif de l'étude est d'identifier les leviers à l'amélioration de l'accès des vulnérables en l'occurrence les femmes aux services sociaux de base. Pour ce faire il sera conduit une étude diagnostique sur l'épargne crédit qui proposera une stratégie permettant de mettre en place un système AVEC⁸ et mettant en évidence les bonnes pratiques et des recommandations à capitaliser pour assoir une approche inclusive et durable favorisant l'autonomisation économique des femmes.

A cet effet, l'étude se consacrera à :

- i. identifier et caractériser les groupements et associations de femmes qui pratiquent l'épargne et le crédit dans la région de gbêkê principalement dans les zones de béoumi, botro, bouaké et sakassou.

⁷ ONU-Femmes est l'entité des Nations Unies mandatée pour mobiliser des actions urgentes et soutenues en vue d'atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles et soutenir la réalisation du Programme 2030. ONU Femmes accompagne l'initiation et la mise en œuvre de différents projets et programmes concourant à l'autonomisation économique des femmes,

⁸ Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit

- ii. établir une typologie de ces groupements et associations de femmes en fonction de (i) leur niveau de maturité de la vie organisationnelle (évolution des types et du nombre des membres par type, renouvellement de membres du bureau, respect des statuts, niveau de formalisation, paiement des cotisations statutaires, etc.); (ii) leur niveau de structuration et (iii) des services financiers qu'elles offrent à leurs membres ;
- iii. ressortir la base de données de ces groupements et associations de femmes pratiquant l'épargne et le crédit et leur cartographie en fonction des types d'activités génératrice de revenu conduite et la typologie de l'épargne-crédit dans les zones indiquées;
- iv. établir le profil socio-économique des femmes membres de ces groupements et associations ;
- v. identifier les contraintes à la mobilité et à l'autonomisation économique des femmes et des filles dans la région
- vi. élaborer une matrice des opportunités économiques disponibles pour ces groupements et associations des femmes dans les localités ci-dessus mentionnées ;
- vii. élaborer un plan d'action de chaque type d'épargne-crédit en fonction du niveau de structuration des organisations à la base en vue d'améliorer sa pratique et sa gouvernance dans le but de proposer des services qui répondent aux besoins des membres ;
- viii. recenser les institutions de services financiers décentralisés existantes dans la zone et/ou avec lesquelles les organisations de femmes sont en interaction;
- ix. géo-localiser toutes les institutions financières décentralisées intervenant dans la zone indiquée et analyser l'adéquation des offres de services aux besoins des différents types d'organisations de femmes identifiées dans la zone du projet,
- x. élaborer une stratégie et un plan d'action de mise en place des avec et mettant en évidence les bonnes pratiques et des recommandations à capitaliser pour des missions similaires
- xi. ressortir de cette étude des recommandations pertinentes pour la mise en place des actions de plaidoyers et de renforcement de capacités des acteurs clés au niveau communautaire pour favoriser la mobilité et l'autonomisation économique des femmes

3.2.Résultats attendus

Il est attendu de cette étude:

- i. Une cartographie complète des organisations féminines actives de la région du Gbêkê principalement dans les localités de Béoumi, Botro, Bouaké et Sakassou est réalisée ;
- ii. le profil socio-économique des femmes des membres des organisations cartographiées dans la région de Gbêkê est établi;
- iii. Une matrice des opportunités économiques pour ces organisations dans la région du Gbêkê est élaborée;
- iv. Une stratégie de mise en place de système AVEC et mettant en évidence les bonnes pratiques et les recommandations concrètes à capitaliser pour des missions similaires sont définies;
- v. un plan d'action de chaque type d'épargne-crédit tenant compte du niveau de structuration des organisations à la base et permettant d'améliorer la pratique et la

gouvernance de l'épargne-crédit pour des services répondant aux besoins des femmes est proposée;

- vi. Un répertoire (avec une Géo-localisation) des institutions de services financiers décentralisés intervenant dans la zone est établi et l'adéquation des offres de services proposées aux besoins des différents types d'organisations de femmes identifiées dans la zone du projet est analysée.
- vii. Une liste raisonnable de recommandations et des thématiques pertinentes de formation des acteurs au niveau communautaire (autorités locales, ONG et communautés à la base) pour la mise en place d'une approche inclusive et durable favorisant l'autonomisation économique des femmes

4. Approche méthodologique de conduite de l'étude

Le/la consultant-e établira une note méthodologique (intégrant un chronogramme de travail) validée par la Chargée du programme Autonomisation Économique et de la chargée du projet. Il/elle interagira avec de façon régulière avec la coordinatrice du projet du PNUD et la Direction Régionale du Plan et du Développement sur le terrain à Bouaké.

La démarche à utiliser dans la conduite de l'étude sera participative. La consultation prendra en compte l'ensemble des parties prenantes (groupement et associations féminines, autorités locales décentralisées, institution de financement, etc.) et dans l'ensemble des quatre localités de la région de GBÊKÊ. La prestation commencera par des réunions de cadrage avec l'équipe de ONU Femmes.

Le diagnostic des organisations paysannes et des structures de financements présentes dans la zone sera mené via des entretiens individuels et en groupe avec des représentants des différentes entités identifiées par le consultant. Le consultant pourra s'appuyer sur les contacts communiqués par les autorités locales et les structures de développement rurale, qui disposent de différents répertoires sur les organisations actives dans différents domaines dans la zone. Mais il pourra également étendre son diagnostic à des groupements non formalisés auprès de et à d'éventuelles organisations de la société civile travaillant sur la structuration des organisations paysannes. Les différents aspects à analyser lors du diagnostic seront discutés en amont avec les équipes de ONU Femmes de même que la méthode de collecte et d'analyse des données. Les différents livrables produits feront l'objet de validation au cours d'un atelier qui regroupera des représentant-e-s des différentes parties prenantes concernées.

5. Profils de l'expertise nationale pour la conduite de l'étude

Le/ la Consultant-e devra satisfaire aux conditions suivantes :

- Être titulaire d'un Diplôme d'Étude Supérieure (BAC + 4 au moins) en genre, sociologie, sciences économiques, sciences sociales ou dans un domaine connexe ;
- Avoir une expérience (au moins 5 ans) dans le diagnostic des organisations de base ou en structuration d'organisations paysannes,
- Avoir une expérience (au moins 3 ans) en structure associative et/ou accompagnement des organisations féminines
- Avoir une compétence avérée en matière d'établissement de profil socio-économique des membres d'une organisation
- Avoir une bonne capacité d'analyse des dynamiques socio-économiques et de conception des outils prenant en compte les questions de genre;

- Avoir une très bonne connaissance du fonctionnement des systèmes d'épargne et de crédits et une expérience avérée en matière d'appui au développement des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC)
- Avoir une bonne connaissance du fonctionnement des systèmes financiers décentralisés en Côte d'Ivoire ;
- Démontrer une bonne capacité rédactionnelle, de communication;
- Faire preuve d'une capacité à produire des résultats de qualité dans les délais impartis et à travailler sous pression.

Les atouts :

- Avoir d'excellentes compétences orale et écrite du français.
- Avoir une expérience des démarches et approches participatives.
- Avoir un intérêt marqué pour l'intégration du genre et autres thèmes transversaux de ONU FEMMES (digitalisation, environnement, partenariat avec le secteur privé,)
- Être autonome, fiable, orienté résultat et capable d'identifier les opportunités dans les zones rurales et en contexte fragile.
- Avoir déjà travaillé au minimum, sur un projet de mise en place d'une association villageoise et d'épargne crédit

6. Déroulement de la mission et Arrangement institutionnel

Le/la consultant-e travaillera sous la supervision de la coordonnatrice technique du Programme Autonomisation Économique et la Chargée du projet.

6.1. Durée de la mission

La durée de la mission sera de 30 jours calendaire y compris la période de rédaction du rapport.

6.2. Lieu

Le/la consultant-e national-e sera basé-e à Bouaké.

6.3. Livrables attendus

Les principaux livrables attendus de cette consultance sont les suivants :

Livrables détaillés	Délai
<p>Livrable 1 : Rapport de démarrage de la mission comprenant une note méthodologique actualisée avec un chronogramme de travail détaillé sur la base des TDR et de la réunion de cadrage à tenir avant le démarrage sur l'activité</p> <p>Ce rapport est revu par la coordination technique et validé au niveau d'ONU Femmes dans les 2 (deux) jours ouvrables de sa réception.</p> <p>Les observations requises, avant la validation sont transmises au consultant qui les intègre sous le délai de deux jours ouvrables de leur réception.</p>	5 jours après la signature du contrat
Livrable 2 : Un rapport provisoire d'étude diagnostique présentant les organisations féminines l'épargne-crédit	20 jours de travail effectifs après la

<p>local dans les 4 localités faisant ressortir (a) toutes les analyses demandées, (b) des propositions de stratégies concrètes de mise en place de système AVEC et (c) mettant en évidence les bonnes pratiques et des recommandations à capitaliser pour des missions similaires.</p> <p>Les modalités et délai de validation sont les mêmes que ceux des précédents livrables</p>	<p>validation du rapport premier rapport intermédiaire.</p>
<p>Livrable 3: Un rapport global présentant tous les résultats et un rapport de l'atelier de validation résumant toutes les recommandations faites et adoptées et validées par les acteurs locaux et les partenaires de mise en œuvre des interventions dans les quatre localités identifiées.</p>	<p>5 jours de travail effectifs après la validation des différents rapports intermédiaires</p>

7. Éléments attendus dans l'offre du consultant

L'offre du soumissionnaire doit contenir les documents suivants: une proposition technique et financière.

7.1. Proposition technique

Le soumissionnaire présentera une offre technique qui comprendra :

1. Le Curriculum Vitae (CV) ou P11, indiquant toutes les expériences antérieures et les contacts (email and numéro de téléphone) de 3 références.
2. Une description de la méthodologie de travail et l'approche pour exécuter le travail selon les TDR y inclus les étapes de partage et de validation du document
3. Un chronogramme détaillé ,
4. La référence de 2 commanditaires de pareille consultance,
5. Un échantillon d'une consultance similaire réalisée par le consultant

7.2. Offre financière

Le soumissionnaire présentera une proposition financière indiquant le montant forfaitaire proposé par le soumissionnaire pour la conduite de la mission. L'offre de service doit avoir le format all-inclusive, en ce sens que tous les frais liés à la mission sont compris dans l'offre financière présentée. Les frais d'ateliers sont pris en charge par ONU Femmes – programme autonomisation économique.

8. Les critères d'évaluation technique

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note maximum	Consultant-e				
			A	B	C	D	E
01.	Qualification et expérience dans le domaine	40					

02.	Expérience en matière d'autonomisation économique des femmes et des filles	10					
03.	Méthodologie proposée et plan pour exécuter le travail selon les TDR	50					
	Total	100					

01 - Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	5					
1.2	Expérience (au moins 5 ans) dans le diagnostic et/ou structuration des organisations de base	10					
1.3	Expertise avérée en matière d'élaboration de profil socio-économique	10					
1.4	Bonne connaissance des systèmes d'épargne et de crédit avec une expérience avérée en matière d'appui au développement des AVEC	10					
1.5	Autres Expériences pertinentes et/ou références antérieures pour les travaux similaires	5					
		40					

02 - Formulaire d'évaluation de la Proposition technique - Formulaire 2		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Expérience en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles							
2.1	Expérience en matière de développement d'outils genre sensible et de maîtrise des principes d'autonomisation économique des femmes et des filles	10					
		10					
03 -Formulaire d'évaluation de la Proposition technique - Formulaire 3		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							

3.1	Compréhension générale du sujet	10					
3.2	Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	15					
3.3	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ?	5					
3.4	La proposition comprend-elle un cadre de suivi et d'évaluation pertinent ?	10					
3.5	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution des activités ?	10					
		50					

9. Critères de sélection

Le/la Candidat-e techniquement qualifié-e ayant obtenu le meilleur score à l'issue de la pondération de l'offre technique et de l'offre financière sera retenu-e.

10. Modalités de paiement

Paiements du/de la consultant-e

LIVRABLES	Montant
Rapport de démarrage présentant l'approche méthodologie, le calendrier d'exécution de l'étude et les outils de collecte des données approuvé par ONU Femmes	20%
Rapport provisoire de l'étude, incluant les différentes analyses et les recommandations stratégiques et opérationnelles attendues qualifié de satisfaisant par ONU Femmes	40%
Rapport final de l'étude intégrant les observations de l'atelier de validation et approuvé par ONU Femmes	40%